

Les espoirs trahis de la révolution ukrainienne

L'enlisement de la lutte anticorruption irrite les alliés occidentaux du président Porochenko, et ses électeurs

KIEV - *envoyé spécial*

Dans le centre de Kiev, la Bankova, le siège de l'administration présidentielle ukrainienne, prend de plus en plus des airs de camp retranché. En ce début de printemps, les hommes du président ne craignent pas tellement les manifestations sporadiques qui se déroulent quelques centaines de mètres plus bas, sur la place de l'Indépendance, où a débuté quatre ans plus tôt la révolution de Maïdan. La bataille du moment est souterraine : elle met aux prises Petro Porochenko, le président porté au pouvoir par cette révolution, et ses partenaires occidentaux.

En jeu, la création d'une institution nouvelle, la Cour spéciale anticorruption. Les données du problème sont simples : l'Ukraine a fait des progrès dans la traque des fonctionnaires et des élus véreux, notamment grâce au travail du Bureau national anticorruption (NABU). Mais les enquêtes de cette institution aux vastes pouvoirs d'investigation, créée en 2015, finissent enlisées dans les tribunaux. Début décembre 2017 a ainsi débuté à Kiev le procès de l'ancien directeur de l'administration fiscale, Roman Nasirov. « La cour a d'emblée annoncé qu'elle allait lire les 700 pages de l'acte

d'accusation, ce qu'elle n'est pas obligée de faire, relate la journaliste d'investigation Kristina Berdinskykh. Au rythme des audiences, il y en a pour deux ans. »

Petro Porochenko a commencé par s'opposer fermement à l'idée de cour anticorruption. Mi-septembre 2017, devant un parterre d'étrangers réunis pour le Yalta European Strategy Forum, à Kiev, il a pris à témoin l'assistance : « Dans lequel de vos pays y a-t-il une cour similaire ? Elles n'existent qu'en Ouganda, au Kenya ou en Malaisie. » Au nom de la souveraineté, le président ukrainien ne se laisserait donc pas dicter sa conduite.

«Peur animale»

Sauf que les Occidentaux ont fait monter les enchères et, selon une méthode désormais bien rodée, gelé le versement d'une nouvelle tranche d'aide financière attendue par Kiev. Depuis, le président cherche à gagner du temps, et propose un projet alternatif limitant les pouvoirs et surtout l'indépendance de la future cour. A l'époque, la création du NABU avait entraîné le même bras-lever, jusqu'à la capitulation de Kiev.

« Ces manœuvres répondent à une peur animale du pouvoir, ex-

plique Daria Kaleniouk, du Centre d'action contre la corruption (AntAC). Avec une institution réellement indépendante, tout le monde est menacé, tout le monde peut tomber. Cela, le président ne peut pas le supporter : sa légitimité auprès de ses partenaires et alliés politiques dépend de sa capacité à les protéger. »

En 2014, l'arrivée au pouvoir de Petro Porochenko avait suscité un enthousiasme important, tant à l'Ouest que dans la population ukrainienne. L'homme est éduqué, anglophone, il a été l'une des figures de Maïdan. Sur-tout, le magnat du chocolat est riche et ne sera donc pas tenté de faire de l'Ukraine son portefeuille personnel, comme l'avait fait son prédécesseur. Porochenko obtient le soutien des Etats-Unis et de l'Europe et est élu triomphalement avec 54 % des voix au premier tour.

Les premiers pas sont encourageants, marqués par la mise en chantier de réformes importantes : stabilisation financière, avec la fermeture de dizaines de banques ; réforme de l'armée et d'une partie de la police ; réforme partielle des secteurs de l'énergie, de la santé et de l'éducation ; décentralisation ambitieuse... Soit, résume un diplomate européen, « plus en quelques mois que ce qui avait été fait durant les vingt-cinq années précédentes ». Ces efforts sont récompensés en mai 2017, quand les Ukrainiens sont exemptés de visa pour l'espace Schengen.

Mais sur le sujet le plus sensible, celui de la corruption, le bilan est plus que maigre. Et l'administration présidentielle apparaît désormais plus comme une force de blocage que de progrès. En mars 2017, Rex Tillerson, alors secrétaire d'Etat américain, résumait l'exaspération des Occidentaux : « Cela ne sert à rien à l'Ukraine de se battre pour préserver son territoire dans le Donbass si elle perd son âme dans la corruption. » Autrement dit, la poursuite de la guerre dans l'Est, de même

Certains députés ont dépensé des millions pour être élus et doivent rentabiliser leur investissement

que la menace que font peser les populistes de tout poil, ne peut

être une excuse. « La sacro-sainte stabilité n'a aucun sens si des changements en profondeur ne sont pas menés, estime aussi M^{me} Kaleniouk. Toutes les réformes qui sont engagées restent illusoire et fragiles dans ce système corrompu. »

Les Occidentaux ne sont pas les seuls à s'impatienter. A un an de l'élection présidentielle, la cote de popularité de Petro Porochenko est au plus bas, plafonnant à 15 %. Ce désamour doit certes beaucoup à la dégradation du niveau de vie des Ukrainiens, mais aussi aux échecs dans la lutte contre la corruption, revendication majeure de Maïdan. En quatre ans, aucune tête importante n'est tombée, pas même celle d'un représentant de l'ancien régime de Viktor Ianoukovitch, pendant que les Ukrainiens restent confrontés à l'omniprésence des pots-de-vin.

Une fenêtre de tir a pourtant bel et bien existé. Selon des estimations de journalistes, la surfacturation des appels d'offres publics – c'est-à-dire la marge réservée à la corruption – était de l'ordre de 50 % sous M. Ianoukovitch ; elle était redescendue à moins de 10 % en 2014, signe d'une certaine fébrilité au sein de l'élite après Maïdan. Elle serait aujourd'hui remontée entre 35 et 40 %.

L'Ouest a-t-il « soutenu le mauvais cheval », pour reprendre le titre d'une tribune dévastatrice du journaliste russe Leonid Bershidsky ? « Il y avait dès l'origine un malentendu, répond un diplomate européen. Porochenko a promis une « désoligarquisation » et une réforme du système opaque sur lequel se sont bâties les élites ukrainiennes, mais il est lui-même un oligarque et un représentant de ce système. » « Dès le début, Porochenko a compté sur la seule équipe qu'il connaissait, celle de ses associés de Vinnytsia, sa ville d'origine », rappelle de son côté un homme d'affaires ukrainien.

A partir de 2014, les proches du président investissent peu à peu tous les échelons du pouvoir, depuis la banque centrale jusqu'aux services de renseignement. Sur-tout, ils prennent le contrôle des entreprises publiques créatrices de flux financiers occultes, à l'instar du tout-puissant Igor Kononenko, ami de longue date du président et prince du secteur de l'énergie.

« Contrôle, deals, arrangements » « L'idée n'est même pas forcément l'enrichissement, ou en tout cas pas toujours, explique la journaliste Kristina Berdinskykh. Le président ne conçoit pas le concept d'institutions indépen-

dantes, dans lesquelles il voit un danger potentiel. Quelqu'un doit avoir le contrôle, et si ce n'est pas lui ça ne peut être qu'un de ses rivaux. » « Les représentants de ce système ne voient les choses qu'en termes de contrôle ou de deals, d'arrangements », renchérit Orysia Lutsevych, du think tank Chatham House.

Mais le résultat est là : le président ne montre pas l'exemple. Et ses affaires, qui vont de la confiserie à la banque en passant par l'automobile, croissent pendant que ses concurrents subissent des pertes. En avril 2016, le scandale des « Panama Papers » et ses sociétés offshore viennent rappeler le peu d'empressement du président à abandonner la gestion de ses affaires.

Cette obsession du contrôle va plus loin. A partir de 2016, les activistes anticorruption ou les rivaux du président, comme l'ancien président géorgien Mikhaïl Saakachvili, deviennent les cibles d'attaques dans les médias ou par le biais de procureurs aux ordres. Le Bureau national anticorruption, lui, fait l'objet d'attaques répétées au Parlement visant à réduire ses pouvoirs et son indépendance. « Porochenko a fait des choses sérieuses, considère un diplomate occidental, mais il n'a jamais décidé s'il entendait rester dans l'histoire comme un homme d'affaires rusé ou comme un grand homme d'Etat. »

Même les critiques les plus déterminés du pouvoir reconnaissent toutefois la difficulté de la tâche et l'ampleur des blocages : mauvaise volonté du Parlement, dont certains députés ont dépensé des millions pour être élus et doivent rentabiliser l'investissement ; nécessité de s'allier avec certains oligarques pour maintenir la coalition gouvernementale ; sabotages dans les niveaux inférieurs de l'administration, où les salaires ridiculement bas n'encouragent pas un changement des pratiques... Sans compter la guerre.

« Ce serait injuste de tout mettre sur le dos du président, assure Pavlo Klimkin, le ministre des affaires étrangères. Il ne peut pas tout changer du jour au lendemain : même dans les pays baltes, où la détermination était totale et les objectifs plus faciles à atteindre, les réformes sérieuses ont pris des années. » « Simplement changer la structure de certains ministères est un travail titanesque, fait valoir un haut fonctionnaire. Il n'y a qu'à voir la cantine de l'administration présidentielle pour se souvenir d'où l'on vient : c'est l'Union soviétique. » ■

BENOÎT VITKINE

Nadia Savtchenko, icône déchue

Le 16 mars, le procureur général d'Ukraine Iouri Loutsenko a demandé l'arrestation de l'ex-pilote militaire Nadia Savtchenko, devenue députée après avoir passé deux ans en détention en Russie. Selon M. Loutsenko, fréquemment accusé de lancer des affaires à visées politiques, l'ancienne icône de la politique ukrainienne aurait préparé un attentat contre le Parlement, prévoyant « *d'abattre la coupole de l'hémicycle par des tirs de mortier* » et « *d'achever les survivants à la mitraillette* ». A l'issue d'une audition par les services secrets, M^{me} Savtchenko, 36 ans, qui dispose encore de l'immunité parlementaire, a mis en garde dans une déclaration publique contre le fait que « *beaucoup de militaires (...) sont d'accord avec l'idée d'un coup d'Etat en Ukraine* ».